

JUDAÏSME LUXEMBOURGEOIS

La longue marche

David Wagner

Dans un ouvrage complet, le journaliste et ancien rédacteur en chef de la Voix du Luxembourg, Laurent Moyse, retrace le difficile cheminement des Juifs luxembourgeois vers leur intégration au sein de la nation luxembourgeoise.

« Il restera toujours des esprits étriqués qui voudront stigmatiser ces citoyens pour ce qu'ils sont plutôt que de les considérer pour ce qu'ils font. » En une phrase, Laurent Moyse, auteur de l'ouvrage « Du rejet à l'intégration - Histoire des Juifs du Luxembourg des origines à nos jours », résume dans sa conclusion le destin passé et présent des Juifs, au Luxembourg comme ailleurs. L'apport culturel et économique de cette minorité qui atteignit son apogée démographique dans l'entre-deux-guerres, est inversement proportionnel aux recherches qui lui ont été dédiées. D'emblée, Moyse pose la question de savoir s'il faut cantonner les Juifs à leur dimension religieuse ou bien l'élargir à leur envergure socioculturelle, en tranchant finalement pour la seconde alternative, justifiant ainsi l'emploi du « J » majuscule. Une option que l'histoire d'une communauté dont la définition explose le caractère strictement religieux rendit si singulière. Une singularité qui se forgea face à l'adversité, au rejet et aux tentatives d'extermination. Ainsi n'est-il pas étonnant que Sigmund Freud, qui se définissait comme athée, rejoignit le Cercle des Juifs viennois à une

époque où la ville était aux prises avec un antisémitisme particulièrement virulent. Une attitude que le communiste athée Alain Krivine, fondateur historique et porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire, la section française de la 4e Internationale, avait parfaitement résumé dans cette phrase : « Je suis trotskiste face à un stalinien, tout comme je suis juif face à un antisémite. »

Comme le titre de l'ouvrage l'indique, Laurent Moyse retrace le cheminement des Juifs vers une intégration complète au Luxembourg. Une intégration lente et parfois douloureuse, soumise à la bonne volonté des souverains et dirigeants politiques et marquée par des dissensions internes. Une autre question que l'ouvrage soulève est celle d'un judaïsme luxembourgeois une identité, qui, si elle a réussi à s'affirmer, n'en n'est pas plus exempte de mutations.

Une des caractéristiques particulièrement intéressantes est toutefois le parallèle que Moyse trace entre la constitution d'un judaïsme luxembourgeois et la construction et identification politique de l'Etat luxembourgeois. Et en effet, la précarité du statut des Juifs faisait comme écho à la turbulente et fastidieuse naissance de ce petit Etat. Si l'on peut tenir pour probable que des Juifs aient foulé le « territoire » luxembourgeois dès l'Antiquité, notamment en raison des deux voies d'accès vers la ville romaine de Trèves ainsi qu'une troisième traversant le nord du pays pour rejoindre Cologne, ce n'est qu'au

Moyen-Age, au 13e siècle, que des documents attestent la présence de Juifs sur le territoire de ce qui n'était encore que le comté de Luxembourg.

« Le règne de la superstition et de l'esclavage seuls ont pu assimiler une partie des citoyens aux animaux »

Mais ne pouvant adhérer aux corporations de métier, ceux-ci devaient se cantonner à des activités marchandes de passage dont les droits de péage à l'entrée de la cité « réglementaient » le séjour. Ou encore à des activités relatives à l'usure, ce qui pouvait leur attirer la méfiance voire la haine de leurs contemporains non-Juifs, qui se soldèrent parfois, notamment lors de départs en croisade, par de tueries qui étaient d'autant plus acceptées qu'elles « soulaçaient » leurs débiteurs. Inutile de s'étendre plus sur ce triste chapitre médiéval, oscillant entre vague tolérance, rejet et isolement dont notre région n'avait alors pas le monopole et dont la péninsule ibérique, jusqu'à la Reconquête catholique, constituait un îlot plus convivial en dépit du statut de « dhimmi » (1) que leur octroyait un Islam plus bienveillant que la Chrétienté d'alors.

En fait, l'histoire des Juifs au Luxembourg ne débute réellement que grâce à une « intervention »

étrangère. C'est en 1795, alors que les troupes napoléoniennes occupent le Luxembourg et qu'il devient le département des forêts que la situation change : les Juifs sont désormais des citoyens à part entière, alors que jusqu'à présent ils ne résidaient pas sur le territoire. Un décret abolit la même année les taxes spéciales qui étaient perçus sur les Juifs, ce que le chef de l'administration, un certain Stevenotte, qualifia par cette phrase : « le règne de la superstition et de l'esclavage seuls ont pu assimiler une partie des citoyens aux animaux. » Grâce à cette bouffée de civisme, une quinzaine de familles s'installa au Luxembourg en l'espace de dix ans et c'est en 1800 que la première naissance d'un Juif, de la famille d'Isaac Lazard, venu en 1798 de Haute-Yutz près de Thionville, est enregistrée. Toutefois, comme le rappelle Moyse : « Si l'occupation française coïncida avec le début de l'émancipation des Juifs au Luxembourg, celle-ci fut toutefois laborieuse, tant la méfiance était grande envers ces nouveaux citoyens ». L'auteur illustre ces difficultés et les relents d'antijudaïsme persistants auprès d'une population autochtone peu habituée aux coutumes divergentes par le biais de deux anecdotes : celle d'un assassinat au Grund dont trois Juifs de Hesse furent accusés et deux condamnés à mort ou bien celle, en 1821, de l'instituteur Picard, qui, sur invitation d'un de ses écoliers catholique, se rendit dans la future cathédrale lors du dimanche de Pâques. Forcé de

La deuxième synagogue de Luxembourg inaugurée en 1894. Sa splendeur de style oriental fait écho à l'essor de la communauté vers le tournant du siècle.



PHOTO : PHOTOTHÈQUE DE LA VILLE DE LUXEMBOURG, IN « DU REJET À L'INTÉGRATION - HISTOIRE DES JUIFS DU LUXEMBOURG DES ORIGINES À NOS JOURS »

sortir, il fut couvert d'insultes par la populace.

C'est toutefois à cette époque que la communauté commence à vouloir s'organiser. Des décennies de tracasseries administratives et de luttes internes vont émailler cette entreprise, notamment concernant l'instruction religieuse, les frais relatifs au paiement d'un instituteur ou bien la construction d'une synagogue et le salaire du rabbin qui va avec. Avec un grand souci du détail pour un ouvrage se voulant néanmoins vulgarisant et abordable, Moïse décrit ces imbroglios fastidieux en réussissant à reconstituer l'atmosphère politique d'un Luxembourg naissant, entre souveraineté hollandaise et indépendance relative. D'ailleurs, appliquant le code napoléonien qui organisait les cultes, qui stipule que 2.000 Juifs sont nécessaires pour prétendre à l'établissement d'un consistoire propre, la communauté luxembourgeoise qui ne compte alors que quelques centaines d'individus, est un premier temps rattaché au consistoire de Maastricht, pourtant bien trop éloigné pour pouvoir se soucier pleinement des Juifs luxembourgeois.

Toutefois, même si les autorités se montraient plus ouvertes aux Juifs que le reste de la population (Moïse cite des confirmations de bonnes mœurs que les autorités administratives allouaient aux Juifs), il fallut attendre longtemps pour que la communauté, encore particulièrement indigente, puisse espérer de la part des autorités communales d'une part,

étatiques d'autre part, le règlement de la situation financière, notamment concernant les subsides ou la responsabilité scolaire.

Mais l'arrivée, en 1843, de l'énergique et influent rabbin Samuel Hirsch donna un coup de dynamisme à la communauté juive. Hirsch n'était pas n'importe qui : né dans le Hunsrück, il était déjà une figure de la « Haskala », école juive qui s'inspirait des Lumières. Ce franc-maçon et fervent adepte d'une modernisation du culte se lança avec toute son énergie à poser des bases non seulement solides à la communauté, mais aussi à la réformer. Son talent et son dynamisme continueront toutefois à se heurter aussi bien aux interminables embûches financières et administratives qu'à des conflits internes, dont les antagonistes principaux étaient issus de la famille Godchaux, drapiers fortunés et qui ont présidé la communauté sur plusieurs décennies durant le 19^e siècle. Le conflit interne était aussi idéologique : ces derniers défendaient une ligne plus traditionaliste. Toutefois, dans un entretien accordé dans le dernier numéro du mensuel Forum, Laurent Moïse tient à souligner que les Juifs luxembourgeois, malgré leurs différends concernant le rite, surtout sous le rabbin Serebrenik dans les années 20, ont toujours choisi « une voie médiane ». Ceci n'a cependant pas entamé la réputation « libérale » du judaïsme luxembourgeois.

Après la grande catastrophe, qui réduisit la population juive du Luxem-

bourg qui avait atteint plus de 3.700 individus avant l'occupation nazie (soit un pour cent de la population totale) à quelque 870 en 1947 (soit 0,3 pour cent), la communauté dû se reconstruire. La Shoah fut particulièrement violente au Luxembourg, elle happa une communauté en plein essor économique et politique (dont Marcel Cahen, fondateur du Parti radical, les libéraux de gauche, fut l'une des figures de proue) et détruisit un pan entier du patrimoine national. Le réveil juif d'après-guerre se caractérise, outre une acceptation par la population, par une volonté d'intégration tout aussi bien que par l'attachement à Israël : « Le soutien et la sympathie que les membres de la communauté juive réservèrent à l'Etat d'Israël allaient de pair avec le patriotisme sincère qui habitait les Juifs du Grand-Duché à l'égard de leur patrie luxembourgeoise, comme le montrait chaque année la célébration à la synagogue de l'anniversaire de la grande-duchesse Charlotte. »

Un judaïsme qui connaît désormais une nouvelle mutation : la fin du colonialisme français au Maghreb vit un grand nombre de Juifs séfa-

rades s'installer au Luxembourg, dont le judaïsme est traditionnellement ashkénaze. Il n'est donc pas étonnant que depuis 1990, le grand-rabbin de Luxembourg, Joseph Sayagh, soit un séfarde, décision volontariste afin de satisfaire l'ensemble de la communauté juive. Une voie médiane encore une fois. Une voie très luxembourgeoise, finalement.

(1) Terme issu du droit islamique, usuellement traduit par « protégé » ou « allié » et appliqué aux gens du Livre non-musulmans. Malgré que ce statut leur octroyait une « citoyenneté » de seconde zone, il leur permettait une pratique restreinte de leur culte et de certains droits tout en jouissant de la protection des autorités islamiques.

« Du rejet à l'intégration - Histoire des Juifs du Luxembourg à nos jours », Laurent Moïse, éditions Saint-Paul Luxembourg